



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Département de la Recherche
Appui à la Gestion des Connaissances

RCH/AGC

Numéro 20 - Décembre 2004

Editorial

FORUM DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

« Améliorer l'efficacité des donateurs dans la lutte contre
la corruption »

9-10 décembre 2004

Organisé conjointement par le Comité d'aide au développement de l'OCDE et Transparency International, ce Forum réunira des responsables politiques et de hauts fonctionnaires, des représentants de la société civile et du secteur privé de différents pays, des donateurs bilatéraux, des organismes multilatéraux, des ONG internationales et des organisations nationales de lutte contre la corruption.

Problème endémique dans de nombreux pays bénéficiaires de l'aide, la corruption est un obstacle majeur au développement, aux investissements étrangers, à la consolidation des institutions démocratiques. Elle mobilise depuis 1990 les institutions financières internationales qui encouragent les Etats récipiendaires d'aide publique au développement à adopter des mesures anti-corruption, de manière à accroître l'efficacité de l'APD et l'attractivité de ces pays pour les investisseurs étrangers.

Aujourd'hui, l'OCDE a adopté une convention visant à lutter contre la corruption dans le cadre du commerce international. Transparency International a élaboré le « pacte d'intégrité » pour favoriser les premières mesures d'éradication de la corruption dans un pays donné. Le G8, à l'issue du Sommet d'Evian en 2003, a marqué son engagement par la « Déclaration du G8 pour lutter contre la corruption et améliorer la transparence ». L'ONU a entamé des négociations visant à aboutir à la signature d'une convention...

C'est dans le cadre de séances plénières et de réflexion par groupes, s'inspirant des travaux de Transparency International et des différentes directions de l'OCDE, que sera examinée la question – Comment améliorer l'efficacité des donateurs dans la lutte contre la corruption – sous l'angle de trois objectifs interdépendants du Forum :

- améliorer l'action des donateurs visant à soutenir des programmes de lutte contre la corruption dans les pays partenaires ;
- évaluer les pratiques des donateurs et les modalités de l'aide sous l'angle de la corruption ;
- engager une action concertée.

Les thèmes suivants seront notamment abordés : soutien des donateurs aux programmes de lutte contre la corruption, politique économique de l'aide, procédures de passation des marchés, mise en œuvre des conventions internationales, accès à l'information et renforcement des capacités. Seront également examinés les rôles des gouvernements donateurs, des administrateurs des programmes d'aide, des gouvernements des pays partenaires et de la société civile, dans la lutte contre la corruption.

Les efforts entrepris par la communauté internationale ne sont pas restés lettre morte. Nombre de sociétés multinationales, conscientes des risques associés à la perception de la corruption, intègrent désormais dans leur gestion les règles de la bonne gouvernance. Toutefois, pour être efficace, la lutte contre la corruption doit être appliquée globalement et concerner l'ensemble des acteurs engagés. ALP

Dans ce numéro

L'EAU

L'eau potable et l'assainissement
Fleuves en danger
L'eau et l'alimentation d'ici 2025
Agenda

LA TERRE

Tourisme, environnement et aires protégées : Antilles, Guyane, Haïti et Québec
Faits et tendances jusqu'en 2050
Le « Bilan Carbone », un outil pour connaître toutes vos émissions
Agenda

LES HOMMES

Sida : la bataille peut être gagnée
L'accord sur la propriété intellectuelle en Amérique latine et aux Caraïbes a-t-il des effets favorables sur la législation en matière de santé publique ?
Pourquoi les pauvres devraient-ils s'assurer ?
Agenda

LES ORGANISATIONS

Responsabilité du banquier
Rapport CNUCED - 2004
Les conséquences des réformes financières sur les structures de financement en Tunisie
Agenda

DROIT, REGULATION

Enjeux géopolitiques et nouvelles approches pour la coopération au développement
Rapport annuel 2003-2004 du GAFI
Les biens publics mondiaux et le niveau transnational de la régulation
Agenda

GEOGRAPHIES

L'économie chinoise
Une étude contextuelle sur les ressources naturelles de la RD Congo
Investir en Afrique du Sud
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

L'eau potable et l'assainissement - Martin-Lagardette, J.L. – Johanet, 2004 154 p. – Cote U3.165

La qualité de l'eau est aujourd'hui une préoccupation majeure du citoyen. Les nouvelles réglementations, notamment européennes, imposent désormais aux États membres de faire en sorte que les milieux atteignent un «bon état écologique» d'ici 2015. Cela suppose une vraie révolution des mentalités et des pratiques des divers acteurs concernés. Pour la première fois, voici, sous une forme facilement accessible, une synthèse complète de tout ce qu'il faut savoir quand on s'intéresse à la gestion de l'eau et de l'assainissement. Ce livre s'adresse ainsi : à l'élu et au fonctionnaire responsable de la politique de l'eau ou de son contrôle ; à l'agent en charge d'un service d'eau ; à tout professionnel ; à l'administré soucieux de ses droits ; au citoyen désireux de comprendre le fonctionnement, un peu complexe, d'un domaine auquel il est toujours plus sensible.

➤ Le rapport web

Rivers at risk : dams and future of freshwater ecosystems - Fleuves en danger : barrages et avenir des écosystèmes d'eau douce – WWF, 2004 – 48 p.

Ce rapport analyse la construction et la planification des barrages sur une échelle de bassin de fleuve et examine les risques des barrages vis-à-vis des écosystèmes d'eau douce. Il identifie 21 bassins de fleuve avec un risque grave de dégradation écologique étant donné qu'au moins 6 barrages de plus de 60 m de hauteur sont programmés ou en construction en plus des barrages existants. En tête de liste arrive le bassin de fleuve de l'Yang Tsé Kiang en Chine avec 46 barrages, suivi du bassin de fleuve de Plata en Amérique du Sud avec 27 et du bassin de fleuve de Tigris et d'Euphrates avec 26, la plupart de ces derniers se trouvant en Turquie.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/562.pdf>

➤ L'article

L'eau et l'alimentation d'ici 2025 : politiques pouvant éloigner la menace de pénurie – IFPRI, 3ème trimestre 2004 - 6 p.

D'ici 2025, les fermiers du monde entier devront produire des aliments pour nourrir huit milliards de personnes et devront disposer de suffisamment d'eau pour leurs cultures. Cependant, ils doivent partager les ressources limitées en eau avec le secteur industriel, avec les utilisateurs domestiques et avec l'environnement. Est-ce que l'eau douce disponible sera suffisante pour répondre à la demande croissante des ménages, des industries et de l'environnement et pour produire les aliments nécessaires à la population mondiale ? De nouvelles recherches de l'IFPRI indiquent les mesures que les politiciens et les consommateurs d'eau peuvent prendre dès maintenant pour que la rareté de l'eau n'aggrave pas le problème de la faim chez les populations les plus pauvres de la planète.

➤ L'agenda

- *Conférence sur les coûts de la désalinisation, MEDRC, 6-8 décembre 2004, Nicosie, Chypre*
- *Conférence régionale : le drainage en Afrique, CNID, 6-9 décembre 2004, Le Caire, Égypte*
- *1^{er} Forum de recherche du réseau, CREPA, 6-10 décembre 2004, Ouagadougou, Burkina Faso*
- *Colloque international sur l'eau et l'environnement, Ecole nationale de l'hydraulique, 7-8 décembre 2004, Blida, Algérie*
- *1^{er} Salon international de l'eau, de l'énergie et de l'environnement - Foire internationale de Casablanca, 16-19 décembre 2004, Maroc*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Tourisme, environnement et aires protégées : Antilles, Guyane, Haïti, Québec - Breton, J.M. – Karthala, 2004 - 524 p. – Cote H4.229

La mise en cohérence du tourisme et de l'environnement, à travers notamment les problématiques éco-touristiques, est devenue une préoccupation de plus en plus présente, face aux diverses perturbations et dégradations que génère un tourisme de masse. La Caraïbe n'échappe pas au dilemme de la vulgarisation des loisirs exotiques et des atteintes à un patrimoine naturel très riche. Le phénomène s'exprime en termes comparables dans des pays comme le Québec qui, bien que proposant une offre touristique assez différente, n'en sont pas moins confrontés à des difficultés et des interrogations de même nature. Il en est de même des aires protégées, des écosystèmes fragiles, ou des biotopes menacés, qui alimentent une forte demande touristique, tout en s'avérant particulièrement vulnérables aux conséquences de la présence humaine sur les espaces, les espèces et leurs habitats. Cela impose, au moment où la démocratisation des loisirs exerce une pression accrue sur les milieux, d'aménager et de pérenniser un indispensable équilibre entre des logiques socio-économiques, écologiques et environnementales souvent contradictoires.

➤ Le rapport web

Facts and trends to 2050 : energy and climate change - Faits et tendances jusqu'en 2050 : énergie et changement climatique – WBCSD, 2004 - 17 p.

Ce rapport donne une vue d'ensemble des faits principaux et des défis sociaux liés au développement économique, à la future demande énergétique et à l'impact que cette demande pourrait avoir sur le système climatique. Il n'est pas possible de savoir exactement comment le monde se développera au cours de la première moitié du siècle mais les scénarios utilisés ont été élaborés à partir des besoins de développement nécessaires pour réduire la pauvreté dans le monde. La réalisation de ces buts exigera une augmentation importante de la consommation d'énergie. Aussi, ce rapport a été établi à partir des données produites par le panel intergouvernemental sur le changement de climat (IPCC), l'agence internationale de l'énergie et des études du WBCSD. Elles sont présentées sous une forme simplifiée et condensée pour stimuler la discussion sur les conséquences et les risques qui pourraient survenir et entraîner des changements climatiques. Ce rapport a établi également des projections et des exemples basés sur les niveaux globaux d'émission de gaz à effet de serre et les concentrations de CO₂ sur la planète.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/587.pdf>

➤ L'article

Le "Bilan Carbone", un outil pour connaître toutes vos émissions - Energie Plus (supplément), n°335, 15 novembre 2004 - pp. 23-27

Le Bilan Carbone est une méthode assortie d'un logiciel, développé pour le compte de l'ADEME, qui permet de dresser le bilan complet des émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre de n'importe quelle activité. Un outil précieux à la veille de l'ouverture du marché européen des quotas d'émission, mais aussi pour toute entreprise soucieuse de participer à la lutte contre l'effet de serre et le changement climatique.

➤ L'agenda

- *Conférence mondiale sur l'énergie pour le développement durable – MCET, 6-9 décembre 2004, Le Caire, Egypte*
- *10^{ème} session de la conférence sur les parties (COPIO) – UNFCCC, 6-17 décembre 2004, Buenos Aires, Argentine*
- *Conférence mondiale sur l'énergie pour le développement, 12-14 décembre 2004, Noordwijk, Pays Bas*
- *Biotechnologie moderne : implications techniques et politiques au Proche-Orient et en Afrique du Nord – FAO, CESAO, 14-16 décembre 2004, Beyrouth, Liban*
- *1^{er} Salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la recherche, du bois et de l'élevage du continent africain, 14-19 décembre 2004, Yaoundé, Cameroun*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Sida : la bataille peut être gagnée - Lamboray, J.L. - Editions de L'Atelier, 2004 - 180 p. – Cote H1.282

La bataille contre le sida peut-elle être gagnée ? Depuis plus de quinze ans, la plupart des remèdes employés ne semblent pas avoir réussi à endiguer le mal. La grande logistique humanitaire est en marche, mais l'épidémie continue ses ravages. L'auteur, un des premiers médecins à s'être engagés dans le combat contre le sida, démontre que c'est en s'appuyant sur les solutions conçues par les communautés locales, les malades et leurs familles que le sida recule. Et les résultats de ce véritable vaccin social sont spectaculaires : en Thaïlande, dans une province du nord, la prévalence chez les jeunes gens est passé de 20% à 1% en dix ans. Pendant ce temps, au Botswana, l'espérance de vie a baissé de trente ans. Des bureaux feutrés de New York et de Genève aux villages thaïlandais et ougandais, au cœur des villes brésiliennes, un homme écoute, court, provoque des rencontres entre malades de différents continents. Avec obstination, il bouscule le ronronnement bureaucratique et livre une méthode et un espoir contagieux : le sida peut être vaincu en mettant les personnes au centre des solutions.

➤ Le rapport web

Has the implementation of the TRIPS agreement in Latin America and the Caribbean produced intellectual legislation that favours public health ? L'accord sur la propriété intellectuelle en Amérique latine et aux Caraïbes a-t-il des effets favorables sur la législation en matière de santé publique ? OMS, 2004 - 7 p.

L'accord TRIPS (Trade Related Aspects of Intellectual Property Rights) de l'OMC établit des niveaux minimum pour les droits de propriété intellectuelle, y compris la protection des brevets pour les médicaments. Ce qui a pour effet de rendre l'accès aux médicaments difficile pour les pays en développement, en particulier pour les pays les moins avancés. Cette étude examine dans quelle mesure la mise en œuvre de l'accord TRIPS a donné naissance en Amérique latine et aux Caraïbes à une législation compatible avec les besoins dans le domaine de la santé publique. Il apparaît qu'avant 2000 l'ensemble des pays de la zone concernée avaient réformé leur législation pour se conformer aux termes de l'accord. L'article parvient cependant à la conclusion que ces pays n'ont pas intégré tous les mécanismes autorisés dans le cadre de l'Accord et n'utilisent pas de façon adéquate les possibilités offertes aux membres de l'OMC d'améliorer la santé publique, en ce qui concerne particulièrement les médicaments. Cette situation risque de se dégrader à l'avenir si d'autres accords restreignent davantage les droits de propriété intellectuelle.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/580.pdf>

➤ L'article

Why should the poor insure ? Theories of decision-making in the context of health insurance - Pourquoi les pauvres devraient-ils s'assurer ? Schneider, P. - Health Policy and Planning, n° 19 (6), 2004 - pp 349-355

Les pays à bas revenu et à revenu intermédiaire ont tendance à considérer le système d'assurance communautaire comme le meilleur moyen d'assurer aux pauvres un accès aux soins. Or, les facteurs qui déterminent les pauvres à souscrire une assurance sont peu connus. Cet article passe en revue les différentes théories existantes sur les processus de décision et propose les résultats de recherches empiriques menées dans différents contextes socio-économiques pour montrer comment se prend la décision de souscrire ou non dans un milieu à bas revenu. Les conclusions tendent à suggérer qu'il existe différentes sortes de facteurs déterminants. La combinaison de ces deux aspects - théorique et empirique - devrait apporter une contribution à la réflexion sur les politiques de santé axées sur les systèmes d'assurance, l'enjeu étant in fine d'améliorer l'accès aux soins pour les pauvres.

➤ L'agenda

- *Journée mondiale du sida, 1^{er} décembre 2004*
- *Journée mondiale des Droits de l'Homme - 55^{ème} anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, 10 décembre 2004*
- *3^{ème} Forum social africain, 10-14 décembre, Lusaka, Zambie*
- *Colloque sur la marchandisation de l'éducation, ATTAC, 15 décembre 2004, Paris, France*
- *1^{ère} Université ouverte des cinq continents sur le thème de la diversité culturelle, 10-18 janvier 2005, Tombouctou, Mali*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Responsabilité du banquier : entreprise en difficulté, crédit fautif, expertise - Buthurieux, A. - Juris Classeur, 2004 - 244 p. – Cote PP

Les récents crashes financiers dans lesquels se sont trouvés impliqués des banquiers ont suscité des critiques fortement médiatisées et des griefs judiciaires. Répondre avec pertinence aux interrogations du juge ou donner un conseil préventif au banquier suppose : une réflexion sur l'entreprise en difficulté, ses indicateurs, ses différents concepts ; une analyse de la doctrine et de la jurisprudence mais aussi de la méthodologie de l'expert en quête d'une information discriminante du crédit fautif, qu'il s'agisse de soutien abusif de crédit, de complicité de banqueroute ou de rupture brutale. C'est le fruit de trente années d'expérience de la vie des affaires et de l'expertise que l'on retrouvera dans cet ouvrage, aussi bien dans la partie méthodologique que dans les cas concrets de mise en cause de la responsabilité civile et pénale du banquier. Le glossaire inédit des « termes psycho-relationnels » éclairera tout particulièrement le lecteur sur la complexité, la difficulté et les risques de la décision de crédit.

➤ Le rapport web

Rapport sur le commerce et le développement, 2004 – CNUCED, 2004 - 11p.

Nous assistons à une récupération de l'économie mondiale. Mais cette reprise va-t-elle se poursuivre et s'étendre à tous les pays ? Il existe des risques considérables de ralentissement, liés aux prix du pétrole et aux taux de change. De plus, les sources de la croissance et les zones les plus dynamiques sont très inégalement distribuées dans le monde. Les déséquilibres grandissants aux Etats-Unis et la rapide expansion de la demande en Asie du Sud et de l'Est ont été les principaux facteurs de la croissance économique mondiale. Quelles conséquences cela a-t-il sur l'évolution présente et les perspectives de l'économie mondiale ? Une plus grande ouverture commerciale et financière n'a pas permis aux pays en développement d'établir un cercle vertueux entre le financement externe, l'investissement intérieur et la croissance des exportations. Le Rapport sur le commerce et le développement 2004 affirme que, pour avancer dans cette direction, un programme de développement viable devrait se fonder sur le concept de la " cohérence ". Sur ce point, il est fondamental d'examiner les problèmes commerciaux qui découlent du système monétaire et financier international et de les résoudre.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/590.pdf>

➤ L'article

Les conséquences des réformes financières sur les structures de financement en Tunisie - Djelassi, M. - TFD 74, mars 2004 - 15p.

L'évolution récente du système financier tunisien a conduit à l'émergence de nouveaux marchés destinés à développer le financement de l'économie. C'est le cas du marché des billets de trésorerie, des bons du trésor, des certificats de dépôts, etc. Dans la plupart des pays de l'OCDE où ces innovations financières ont été entreprises, on a assisté à des transformations des modes de financement de l'économie au profit des marchés de capitaux et aux dépens de l'intermédiation financière classique. Dans cet article, l'auteur examine les conséquences des réformes financières entreprises en Tunisie sur l'activité bancaire en évaluant les parts respectives des intermédiaires bancaires et de la finance directe dans la satisfaction des besoins de financements et de placements des agents non financiers. Il s'agit en effet de retracer quantitativement l'évolution du degré d'intermédiation bancaire de l'économie tunisienne sur la période 1983-2000.

➤ L'agenda

- CNUCED - Conseil du commerce et du développement, 51^{ème} session, 4-15 décembre 2004
- Réunion sur la gouvernance d'entreprise en Asie, International Finance Corporation, 6-7 décembre 2004, Hanoï, Vietnam
- Med-Interprise, Maroc 2004, 6-8 décembre 2004, Marrakech, Maroc
- CNUCED : commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, 12-15 janvier 2004, Genève, Suisse
- Forum Economique Mondial, 21-25 janvier 2004, Mumbai, Inde

DROIT, REGULATION➤ **L'ouvrage**

Enjeux géopolitiques et nouvelles approches pour la coopération au développement - Sequeira Carvalho, J. - L'Harmattan, 2003 - 239 p. – Cote R3.116

Les spécialistes du développement sont aujourd'hui unanimes à reconnaître les bienfaits de la gestion décentralisée et participative de l'aide. Mais, pour être efficace et avoir un impact structurel sur les sociétés des pays bénéficiaires, la gestion des politiques d'aide au développement doit nécessairement concilier, en termes pratiques, deux axes stratégiques et méthodologiques d'intervention. Elle doit promouvoir des approches participatives et décentralisées, pour susciter la mobilisation des initiatives, et faciliter l'appropriation des programmes par les populations bénéficiaires, tout en assurant la cohérence politique et le caractère intégré des interventions. Dans cet ouvrage, l'auteur analyse et pose clairement les problèmes liés aux relations entre l'évolution du système international et des intérêts géopolitiques de l'Union européenne et l'évolution de la politique d'aide au développement de cette dernière.

➤ **Le rapport web**

Rapport annuel 2003-2004 du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux – Gafi, 2004 - 28 p.

Ce rapport expose en détail les travaux accomplis par le GAFI au cours des douze derniers mois, dans les cinq domaines suivants : l'examen de l'avenir du GAFI ; la lutte contre le financement du terrorisme ; la mise en oeuvre des Recommandations et des normes édictées par le GAFI ; la création d'un réseau mondial de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; les tendances et techniques du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Les priorités du nouveau mandat du GAFI, qui couvre la période allant de septembre 2004 à décembre 2012, restent les mêmes : définir des normes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; mener à bien des travaux sur les typologies et sur le respect des normes afin de garantir une action internationale de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ; assurer une coopération plus étroite avec le FMI et la Banque mondiale ; enfin, resserrer les liens entre le GAFI et les organismes régionaux de type GAFI.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/567.PDF>

➤ **L'article**

Les biens publics mondiaux et le niveau transnational de la régulation - Hugon, Ph. - Problèmes Economiques, n° 2863, novembre 2004 - pp. 41-45

Les problèmes environnementaux font partie des phénomènes transnationaux qui échappent non seulement au monopole de gestion des Etats, mais dépassent également le cadre des relations interétatiques. L'auteur a forgé pour décrire ces phénomènes la notion de biens publics mondiaux (BPM). En mobilisant des acteurs et des forces transnationales, les BPM peuvent être à l'origine d'une nouvelle régulation internationale. Afin de clarifier le débat, l'auteur s'interroge sur les différents arguments théoriques qui spécifient les biens collectifs, communs, publics, mondiaux ou internationaux et étudie les deux conceptions de la régulation, à savoir une régulation économique en termes d'intérêts, de règles et de défaillances de marché et une régulation en termes de conflits de valeurs.

➤ **L'agenda**

- *Réunion des experts du GAFI-XVI sur les typologies du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, 6-8 décembre 2004, Moscou, Russie*
- *Forum sur la lutte contre la corruption et l'efficacité de l'aide, Comité d'aide au développement (OCDE) / Transparency International, 9-10 décembre 2004, Bercy, Paris, France*
- *Conférence sur les modes alternatifs de règlement des litiges internationaux, Ubifrance, 14 décembre 2004, Paris, France*
- *EuroMarket Forum 2004, « Promotion et financement des investissements dans les pays en développement », 12-14 décembre 2004, Bruxelles, Belgique*
- *Réunion plénière du Conseil de l'Europe, Comité Moneyval, 17-21 décembre 2004, Strasbourg, France*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

L'Economie chinoise : une perspective historique - Maddison, A. – OCDE, 1998 - 211 p. – Cote PCN.018

Cet ouvrage s'intéresse principalement à la politique économique de la Chine et à l'évolution de son économie au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Il tente de déterminer les causes et les modalités de la performance de la Chine et d'appréhender son potentiel futur. Si la Chine, selon l'auteur, a été rattrapée par l'Occident, c'est en particulier parce qu'elle est restée à l'écart des courants commerciaux mondiaux. Elle s'est mieux intégrée à l'économie mondiale en développant ses importations et ses exportations et en montrant, dans les années 90, qu'elle était capable d'attirer des flux importants de capitaux étrangers. La période des réformes a été marquée par des transformations extrêmement importantes dans l'économie du pays, avec la diminution du rôle de l'Etat, un recours plus important aux forces du marché et les nouvelles possibilités ouvertes à l'initiative individuelle et à l'entrepreneuriat.

➤ Le rapport web

S.O.S Toujours la même histoire : une étude contextuelle sur les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo - Global Witness, 2004 - 56 p.

Ce rapport donne un aperçu de l'évolution historique des schémas d'extraction de ressources naturelles en République démocratique du Congo. Les parties 5 et 6 du rapport mettent en relief la manière dont les vastes richesses naturelles de la RDC furent exploitées au profit des intérêts commerciaux d'un petit nombre d'élites et politiques du monde des affaires aux dépens de la grande majorité du peuple congolais depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Il démontre que les schémas d'extraction des ressources naturelles établis sous le régime de Mobutu se manifestent toujours aujourd'hui, l'économie parallèle fonctionnant côte à côte avec les réseaux militaires transfrontaliers qui se sont développés pendant la guerre civile de 1998. Il fournit également des détails concernant l'éventail des ressources naturelles exploitées en RDC ainsi que sur les formes prépondérantes d'extraction des ressources, les centres de production principaux, le contrôle des ressources, les voies de l'exportation et les liens entre la richesse en ressources et le pouvoir politique. Global Witness analyse le rôle et l'influence des pays limitrophes, particulièrement l'Ouganda, le Rwanda, le Zimbabwe, la République centrafricaine, la République du Congo et fournit des informations sur les circuits connus des échanges commerciaux. Sont également compilées des informations statistiques sur les flux (en volumes et en valeurs) des diamants, du cuivre, du cobalt, du bois, du pétrole, de l'or et autres ressources clés.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/544.pdf>

➤ L'article

Investing in South Africa - Investir en Afrique du Sud - Le Moci, n° 1671, octobre 2004 - 35 p.

En dix ans, l'Afrique du Sud a connu de profonds changements structurels et est saluée par les institutions internationales pour la robustesse de ses fondamentaux. Qualifié de miracle économique et politique, le pays a su s'adapter à un environnement international concurrentiel, tout en recouvrant les grands équilibres macroéconomiques. L'inflation est désormais contenue dans une fourchette de 3% à 6%, telle que définie par les objectifs de la Banque centrale. Les investissements ont repris et atteignent environ 18% du PIB. Le déficit public a été ramené de 64% à moins de 50% du PIB. Depuis 1994, le pays a enregistré une croissance de 3% en moyenne. Au premier trimestre 2004, la croissance du PIB s'affichait à 3,1%. Cet article dresse le bilan de la situation économique du pays, du développement de ses infrastructures ainsi que du secteur du tourisme. Il présente les mesures incitatives à l'investissement, stratégie économique gouvernementale, destinées à créer des emplois, permettre le développement de petites entreprises, le développement industriel et la promotion des exportations.

➤ L'agenda

- Séminaire Afrique de l'Ouest, CFCE-Ubifrance, 9 décembre 2004, Paris, France
- Conférence « The Arab World in 2020 – Le monde arabe en 2020 », Arab Strategy Forum, 13-15 décembre 2004, Dubaï, Emirats arabes unis
- Séminaire Algérie, CFCE-Ubifrance, 14 décembre 2004, Paris, France
- Séminaire Turquie, CFCE-Ubifrance, 16 décembre 2004, Paris, France

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle met l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eeau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternelle* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Iaurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Véronique SAUVAT

Coordination :

Annie LOPEZ PORTZERT

Véronique SAUVAT

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT